

Service Pénitentiaire

5529 Rub.

Dangerous

Prison de Uva

33750

P

P

3e cat

Nom : BURITSHO Ibrahim

Origine : Kaborja

Chefferie : Nigera s/chef G. Lilo

Territoire : Fizi

Profession : Fûcheur

N° du R.E. : 33750

Formule dactyloscopique : PVA malice

Arrêté le : ~~20/5/51~~ 20/5/51

Condamné le : 31-8-51 par TRU AMP 1837/Fiap à 2 ans 88.

1/4 de peine : 16/11/1951

Sorti le : ~~17-5-53~~ 20/5/53 21/11/52 en 28/11/52

Transféré le : 26-12-1951 à Rubengeru

Rapatrié le :

Expulsé le :

Décédé le :

Ruhengeri



9821

LE GARDIEN,

CONGO BELGE — BELGISCH-KONGO

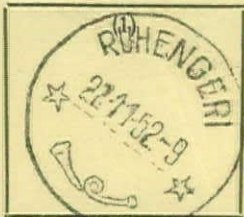
Reçu d'un mandat de poste interne
Ontvangstbewijs van een binnenlandse postwissel

Mr Gardien de Min
à du Kongo a versé
te 1000 heeft gestort

payable à
bepaalbaar aan

Fr. Ct

Greffier T.R.V.
Uso



Taxe 3
Recht
Numéro 322
Nummer
Date 22/11/52
Datum
L'agent des postes
De postbediende [Signature]

Ce reçu doit être conservé par l'expéditeur pour servir de titre en cas de réclamation.

Tout mandat non payé au destinataire peut être remboursé à l'envoyeur, sur la production du titre et du reçu.

Le montant de tout mandat non réclamé par les ayants droit, dans un délai de cinq années à partir du jour du versement des fonds, est définitivement acquis à l'Etat.

Dit ontvangstbewijs moet door de afzender bewaard worden om in geval van klacht, als bewijsstuk te dienen. Het bedrag van een aan de bestemming niet uitbetaalde wissel kan, op voorlegging van wissel en stortingsbewijs, aan de afzender terugbetaald worden.

Het bedrag van een postwissel, door de rechthebbenden binnen de vijf jaar na de dag van storting niet opgeëist, vervalt voorgoed aan de Staat.

REQUISITION

à fin

D'EMPRISONNEMENT

pour la servitude pénale subsidiaire
et la contrainte par corps,

Tribunal de Résidence de l'Uvundi
Conseil de guerre à Usumbura

RMP. 1837/F/usa
RP. 296

L'Officier du Ministère public près le

Tribunal de Résidence de l'Uvundi
~~Conseil de guerre de~~ à Usumbura

En vertu des articles 142 et suivants du décret du 11 juillet 1923 :

Requiert le gardien de la prison de Ruhengeri
de maintenir en détention (ou d'incarcérer) le nommé Bulainu Gweritelo

condamné par jugement du Tribunal de Résidence de l'Uvundi
Conseil de guerre de à Usumbura

du 31 août 1951, devenu irrévocable le 30 novembre 1951

~~de servitude pénale subsidiaire à défaut de~~

~~payer l'amende de~~ (ou) à Sept jours

de contrainte par corps faute de paiement de la somme de Septante cinq francs,

montant des frais du procès ~~(ou)~~ de contrainte par

~~corps faute de verser la somme de~~ montant des dommages intérêts

à la partie civile.

A Usumbura, le 30. - 1 - 1952

L'Officier du Ministère Public,

[Signature]

RESIDENCE DE 1' Urundi

AVIS DE TRANSFERT

Territoire de Usumbura

Nous soussigné DUPONT JEAN

Gardien de Prison Centrale à Usumbura

mandons M. le Gardien de la Prison de RUHENGEBI

de vouloir bien incarcérer les nommés :

BURITCHO IBRAHIM fils de Katchuba et de Mubana
originaires de Baraka, Territoire Fizi

prévenus de : Vol

infraction prévue par : 79 et 80 du C.P.

mis en détention préventive depuis le 20 Mai 1951

suivant pièce dont copie ci-jointe Dossier Contentieux
Usumbura, le 26 décembre 1951

Escorte :

Foliciers Rutaburanga
et Nyiraburanga

Témoins : 82 Angles Commis de la Colonie
K. Nyanbo Albert Commis Temp.

Prière de nous renvoyer une exempl.
signé pour réception.

R. Ecou no. 33750 5529

R. M. P. N° 1837/F.-

R. P. A. N°

Libération conditionnelle.

Bulletin de renseignement d^u nommé (1) BURITSHO IBRAHIM, fils de Katehuba et de Mabanga, originaire de Baraka, chefferie de Mushaha Centre, sous chef: Rutaganda, colline Kajaga, Territoire de Fizi, résidant à Kajaga.

Tribunal ou conseil de guerre qui a prononcé la sentence	RESIDENCE DE l'URUNDI.-
Date du jugement	31 Aout 1951
Motif de la condamnation	Vol qualifié et violence
Durée de la servitude pénale principale	2 ANS de S.P.P.
Date de l'entrée en détention (Détention préventive ou exécution du jugement)	20 Mai 1951
Décision de la juridiction d'appel	
Date du jugement d'appel	
Epoque à laquelle le condamné peut bénéficier de la libération conditionnelle (2)	16 Novembre 1951
Date d'expiration de la peine	17 20 Mai 1953

Résumé des circonstances de l'infraction. — Appréciation de sa gravité et renseignements du parquet concernant les antécédents du condamné, sa moralité, sa situation, ses moyens d'existence, ses relations avec sa famille, ses ressources, etc...

Avis en ce qui concerne la libération conditionnelle.

*Vol d'un portefeuille contenant environ 6.000 f
avis complètement défavorable*

5-12-51

Lambert

L'Officier du Ministère Public,

1. Nom, prénoms, profession, lieu de naissance, sexe.

2. Quand il a subi le quart de sa peine, si le quart dépasse trois mois. — Après trois mois dans les cas contraires.
Après cinq ans, si la peine est perpétuelle,

Observations du gardien de la prison sur :

1^o la conduite.

Très mauvaise

*sans travail
Ors le 30.11.51
Le Gardien*

2^o le caractère.

Indiscipliné

volontaire

3^o les dispositions morales du détenu.

Alcool. Assommoir.

Renseignements divers à fournir par l'autorité administrative et militaire :

Renseignements complémentaires à donner par le Conseiller Juridique :

A représenter dans un an
13-12-51

Le Vice-Gouverneur Général
du Congo Belge.
Gouverneur du Ruanda-Urundi.
P. O.
Le Conseiller Juridique
HARBIER

[Signature]

P U N I T I O N S

Dates	Motif	Peine
26/6/51	ne pas avoir été dans sa chambre à 6h.	3 jours cachot
14/7/51	se bat sans arrêt avec tout le monde P.V. 178/51	X
16/8/51	avoir refusé de nettoyer la chambre et être au rapport médicaux avant la punition	4 cots de fouet
17/8/51	avoir insulté un Policier	4 jours cachot
10/10/1951	avoir insulté un Policier	10 jours "
12/11/51	déordre à l'appel du matin le 10/11/51.	4 jours Cachots
13/9/51	être allé se promener au Buyenzi	6 c. de fouet

Résidence de l'Urundi.....

N°..... R. E. 33750

Prison de Usumbura.....

R. M. P. N° 1837/F.....

FICHE DU DÉTENU : BURITSHO Ibrahim.....

Originaire de la chefferie Nigera.....

Territoire Fizi.....

Résidence ou district.....

Condamné le....., par.....

à.....

du chef de Vol simple.....

Renseignements divers :

(moralité — amendement — situation familiale)

Tournez s'il vous plaît.

REQUISITION

A FIN D'EMPRISONNEMENT

TRIBUNAL

de Résidence

Reg. du M.P. N° 1832

Reg. du rôle. N°

L'officier du Ministère Public près le Tribunal de 1^{er} cir. d'Alger

En vertu de l'article 82 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et des articles 143 et 146 du décret du 11 juillet 1923 ;

Requiert Monsieur le Gardien de la prison à 16 rue Lemaire
de recevoir et emprisonner le nommé Boulaïma

condamné par jugement du Tribunal de Résidence

en date du 31-8-51 1951 devenu irrévocable le 1951

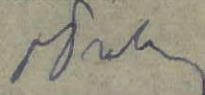
à 2 ans de SP.

du chef de vol

Alger, le 31-8-1951

L'Officier du ministère Public,

TSUP.



LE TRIBUNAL DE RESIDENCE DE L'URUNDI A USUMBURA,
Y SIERGEANT EN MATIERE REPRESSIVE A RENDU LE JUGEMENT SUIVANT;

AUDIENCE PUBLIQUE DU 31 AOUT 1951.-

EN CAUSE
MINISTERE PUBLIC
CONTRE

23450
BULAIU Iburitsho, fils de Katshuba et de Mubanza, originaire de
~~BARAKA~~, territoire de Fizi, résidant à Kasaga (Route d'Uvira)
pêcheur.- Retenu préventivement à la maison centrale
d'Usumbura.-

VU par le Tribunal de Résidence de l'Urundi séant à
Usumbura, y siégeant en matière répressive, la procédure suivie
à charge du prévenu qualifié ci-dessus pour avoir:

Le 22 mai 1951 entre Usumbura et Uvira, frauduleusement
soustrait au préjudice du sieur GIET un porte-feuille contenant
une somme d'au moins 4.000,-Francs.- (Fait prévu et puni par les
articles 79 et 80 du Code Pénal.).-

VU la comparution volontaire du prévenu;
OUI le prévenu en son interrogatoire;
OUI le témoin en ses dépositions;
OUI le Ministère Public en ses conclusions et réquisitions
conformes;
OUI le prévenu en ses dires et moyens de défense présentés
par lui-même;

ATTENDU que le 19 mai 1951 le sieur Giet eut une panne de
motocyclette à peu de distance d'Usumbura sur la route d'Uvira et
qu'il demanda à deux indigènes de pousser la moto jusqu'à Usumbura;

ATTENDU que ces indigènes acceptèrent, mais qu'après avoir
fait une partie de trajet d'un d'eux s'empara du porte-feuille du
sieur Giet et prit la fuite avec son compagnon;

ATTENDU que le lendemain le préjudicié se rendit à l'endroit
où il avait trouvé ces indigènes et qu'il put grâce à d'autres
indigènes savoir où logeait l'un des deux;

ATTENDU qu'il se rendit dans la hutte indiquée et qu'il y
trouva le prévenu qu'il reconnut parfaitement comme étant celui
qui lui avait soustrait son porte-feuille;

ATTENDU que le prévenu déclare que c'était son compagnon
qui avait volé et que lui n'avait rien fait d'autre que d'exiger
une part du butin soit 1.500,-Francs dont il lui restait 1.150,-
francs qui furent restitués à la victime;

ATTENDU que le compagnon du prévenu ne fut pas retrouvé mais qu'il y a lieu de croire le sieur Giet lorsqu'il déclare être absolument certain que le prévenu est bien l'auteur du vol;

ATTENDU qu'il résulte de ce qui précède que la prévention est établie telle qu'elle est libellée et qu'il y a lieu de condamner le prévenu de ce chef;

PAR CES MOTIFS
LE TRIBUNAL;

VU les articles 5-7-8-9 et 15 à 17 du Code Pénal- Livre I;

VU les articles 79 et 80 du Code Pénal - Livre second;

VU le décret du 11 juillet 1923 formant avec les Décrets modificatifs le Code de Procédure Pénale, le Décret du 30 janvier 1940 formant le Code Pénal de la Colonie rendu exécutoire au Ruanda-Urundi par l'Ordonnance du 18 mai 1940, le Décret du 5 Juillet 1948 sur la réorganisation judiciaire au Ruanda-Urundi;

STATUANT CONTRADICTOIREMENT;

DECLARE l'infraction telle que libellée dans la prévention établie dans le chef du prévenu BULAI-U Iburitsho, et en conséquence:

LE CONDAMNE du chef de vol à une peine de DEUX ANS de servitude pénale principale ;

LE CONDAMNE aux frais de l'instance taxés en totalité à la somme de 153,-francs, somme réduite d'office à SOIXANTE-QUINZE FRANCS;

FIXE A SEPT JOURS la durée de la contrainte par corps à subir en cas de non-paiement de ces frais dans le délai légal;

ORDONNE l'arrestation immédiate du prévenu;

AINSI jugé et prononcé en audience publique du TRENTÉ ET UN AOUT MIL NEUF CENT CINQUANTE ET UN à USUMBURA, où siégeaient Messieurs:

H. GUILLAUME
F. FRAPIER
J.M. NEVES

Juge Suppléant
Ministère Public
Greffier-Adjoint

LE GREFFIER-AJOINT,
J. Martins NEVES,
sé:

LE JUGE SUPPLÉANT,
H. GUILLAUME,
sé:

Pour copie certifiée conforme,

Le Greffier-Adjoint

J. Martins NEVES,

J. Martins Neves



ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

Le Juge du Tribunal de { Résidence de l'Urundi
Police de (1)

Vu les pièces de l'instruction à charge de BULAHIMI Iburitsho

prévenu de vol qualifié

Vu l'ordonnance en date du 28/5/51
autorisant la mise en détention préventive ;

Où le Ministère Public en ses réquisitions ;

Entendu l'inculpé et son défenseur M. agréé par
nous, (2)

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent ; (3)

Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923 ;

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 25/6/51 ;

et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté provisoire aux conditions précédemment imposées. (4)

Fait à Usumbura le 9 juillet 1951

Le Juge du Tribunal de { Résidence de l'Urundi
Police de

- (1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.
(2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;
(3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.
(4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS : L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.

33750



ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

Le Juge du Tribunal de { Résidence de 1'Urundi
Police de (1)

Vu les pièces de l'instruction à charge de BULAHIMU Iburitsho

prévenu de vol qualifié

Vu l'ordonnance en date du 28/5/51
autorisant la mise en détention préventive ;

Où le Ministère Public en ses réquisitions ;

Entendu l'inculpé et son défenseur M agréé par
nous, (2)

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent ; (3)

Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923 ;

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 11/6/51 ;
et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté
provisoire aux conditions précédemment imposées. (4)

Fait à Usumbura le 25 juin 1951

Le Juge du Tribunal de { Résidence de 1'Urundi
Police de Usumbura

(1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

(2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;

(3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

(4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS : L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.



33.750

ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

Le Juge du Tribunal de { Résidence de 1^{er} Urundi
Police de (1)

Vu les pièces de l'instruction à charge de BULAIMU Iburitsho

prévenu de vol qualifié

Vu l'ordonnance en date du 28/5/51
autorisant la mise en détention préventive ;
Où le Ministère Public en ses réquisitions ;
Entendu l'inculpé et son défenseur M. agréé par
nous, (2)

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent ; (3)

Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923 ;

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 28/5/51 ;
et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté
provisoire aux conditions précédemment imposées. (4)

Fait à Usubuma le 10 juin 1951

Le Juge du Tribunal de { Résidence de 1^{er} Urundi
Police de

(1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

(2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;

(3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

(4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS: L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.

ORDONNANCE DE MISE EN DÉTENTION RMP.1837/F.

33.710
L'an mil neuf cent cinquante et un le vingt huit jour du mois de mai

Par devant Nous, Juge de Tribunal de Résidence de
Juge de Tribunal de Police de Usumbura a comparu le nommé BULAIMU Iburitscho

L'Officier du Ministère Public près le Tribunal de Résidence de Première Instance d'Usumbura
a exposé qu'une instruction du chef de vol simple

était ouverte à charge du comparant, qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité que le fait paraît constituer une infraction à l'égard de laquelle la loi commine une peine de S.P. de 5 ans que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et des nécessités de l'instruction.

Et a requis la mise en détention préventive de l'inculpé.

Le comparant expose.

L'an mil neuf cent cinquante et un le vingt huit jour du mois de mai

Nous, Juge du Tribunal de Résidence de
Juge de Police de Usumbura

Attendu que le nommé BULAIMU Iburitscho
est prévenu de vol simple
et fait l'objet d'une instruction judiciaire au Parquet de Usumbura

Attendu que l'infraction est punissable de 5 ans de S.P.F.
qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité

Que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction.

Vu la réquisition du Ministère Public tendant à placer le prévenu en détention préventive.

Vu les articles 33 et 34 du code de procédure pénale.

Ordonnons que le nommé BULAIMU Iburitscho
soit conduit et détenu à la prison de Usumbura pour une durée de 15 jours

Notifié au prévenu le 28 mai 1951.

Le Juge.

Signalement :

Taille.....

Cheveux.....

Sourcils.....

Yeux.....

Front.....

Nez.....

Bouche.....

Menton.....

Barbe.....

Figure.....

Signes particuliers :

33750

MANDAT D'ARRET

1837 / F

(Décret du 11 juillet 1923).

PRO JUSTITIA

(Tribunal

Nous, Officier du Ministère public près le

de

(Conseil de guerre

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de

BULAIMU Iburitsho

prévenu de vol simple

infraction prévue par les art. 79 et 80 du C.P.

Attendu que (1) le prévenu est en aveux (ou) il existe des indices sérieux de culpabilité, et qu'il est passible d'une peine de 5 ans de S. P. P.

Vu l'article 32 du décret du 11 juillet 1923 :

Mandons et ordonnons que le susdit BULAIMU Iburitsho

soit arrêté et conduit à la maison centrale d' Usumbura

Requérons tous agents de la Force Publique auxquels le présent mandat sera exhibé de prêter main-forte pour son exécution, à l'effet de quoi nous avons signé le présent mandat.

Fait à Usumbura, le 24 mai 1951

L'Officier du Ministère Public.

F. FRAPIER.-



(1) Indiquer les circonstances et indices graves qui justifient le mandat d'arrêt.

(2) Indiquer le lieu de détention.

PRO-JUSTITIA.

PROCÈS-VERBAL D'ARRESTATION.

L'an mil neuf cent cinquante et un, le vingtième
jour du mois de Mai
Nous, R. Malice
en Territoire de Usa, Officier de Police Judiciaire à compétence
générale à Usa
Avons, en vertu de l'article 6 du Code de Procédure Pénale,
saisi le nommé MRULAIMO IBULITCHO, fils de Katehula +
et de Mabouga en vie, originaire du Territoire de originaire de Baraka
chefferie Muschaka Centre, sous-chefferie Rutaganda (Fiji)
colline Kajaga, résidant à Kajaga
inculpé de Vol qualifié (avec violence) et attendu que l'infraction commise par cet
indigène est punissable de - (1) ~~plus de deux mois~~ - (2) ~~au moins six mois de servitude pénale et~~ - (1) qu'elle est fla-
grante ou réputée telle - (2) que nous avons recueilli des indices sérieux de culpabilité, nous l'avons fait conduire
à la prison centrale d'Usa

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

L'officier de Police Judiciaire,



(1) (2) Si la saisie se fait en dehors d'un rayon de 25 km. du lieu où se trouve l'autorité judiciaire chargée de poursuivre ou de réprimer l'infraction.